

Améliorer l'APD pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène

Mesures pratiques pour les décideurs et les bailleurs européens

Une nouvelle étude menée par [WaterAid](#) et la [Coalition Eau](#) montre que les financements pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) de plusieurs bailleurs européens stagnent, ne sont pas durables et ne ciblent pas les personnes qui en ont le plus besoin. Alors, que peuvent faire les décideurs politiques pour s'assurer que leurs investissements conduisent à un réel changement ?

Les décideurs politiques sont les premiers à reconnaître que l'eau est essentielle pour tout, de la santé, l'égalité des sexes et l'éducation, à l'adaptation au changement climatique et à l'économie.

Malgré cela, la plupart des pays à revenu faible ou intermédiaire ne sont pas en voie d'atteindre [l'objectif de développement durable n°6 \(ODD6\)](#) – assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous – d'ici 2030. Même avant la pandémie de COVID-19, 2,2 milliards de personnes n'avaient pas accès à une eau gérée en toute sécurité, et 4,2 milliards de personnes ne disposaient pas d'un assainissement géré en toute sécurité. Selon les estimations de l'ONU, certains pays accusent un déficit de financement de 61% pour atteindre les cibles en matière d'eau et d'assainissement.

Les bailleurs de fonds ont un rôle essentiel à jouer pour combler ce fossé en fournissant des financements sous forme d'Aide Publique au Développement (APD) pour le secteur EAH. Cependant, on observe des tendances inquiétantes. Premièrement, une note de service ayant fait l'objet d'une fuite indique que le gouvernement britannique prévoit de [réduire de 80% le financement bilatéral des projets EAH](#). Deuxièmement, une étude commandée par WaterAid montre que l'APD EAH de plusieurs autres bailleurs européens stagne, n'est pas durable et ne cible pas les pays ayant les plus grands besoins.

La recherche visait à analyser les raisons pour lesquelles les bailleurs sont réticents à investir dans le secteur EAH et à découvrir quelles sont les possibilités d'augmenter et d'améliorer les niveaux d'APD de quatre bailleurs : les institutions de l'Union européenne (y compris la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement), la France, l'Allemagne et l'Espagne. L'équipe de recherche a utilisé trois méthodes : une analyse de bases de données financières, une étude documentaire et 25 entretiens avec des informateurs clés, avec des contributions importantes de la Coalition Eau (France), [ONGAWA](#) (Espagne) et [WASH United](#) (Allemagne).

LES PRINCIPALES CONCLUSIONS DE CETTE RECHERCHE SOULÈVENT QUELQUES INQUIÉTODES :

- **La part du total des décaissements d'APD allouée au secteur EAH par l'ensemble des bailleurs (au niveau mondial) a stagné à environ 4% entre 2010 et 2019.** Les institutions de l'UE, la France et l'Allemagne contribuent davantage au secteur EAH aujourd'hui qu'en 2010. Mais cette augmentation de l'APD a stagné en 2015/2016 à environ 4%. Cela nous montre que malgré les multiples références à l'Agenda 2030 dans le discours politique, ces bailleurs n'ont pas fait de l'ODD6 une priorité en termes d'investissements.
- **Les prêts d'APD sont de plus en plus la méthode dominante de financement des**

services EAH (sauf en Espagne). Jusqu'en 2011, toute l'APD de l'UE prenait la forme de dons, mais entre 2016 et 2019, les prêts EAH des institutions de l'UE sont passés de 27% à 50,5% de son APD. Qui plus est, 87% du financement bilatéral de la France pour le secteur EAH a pris la forme de prêts en 2019. Cette évolution est particulièrement préoccupante dans le contexte d'une crise croissante de la dette dans de nombreux pays en développement.

- **Les pays aux revenus les plus faibles ne reçoivent pas la plus grande part de l'aide.** Par exemple, l'Allemagne a alloué 76% de son APD aux pays à revenu intermédiaire et seulement 14% aux pays les moins avancés entre 2015 et 2019.
- Les institutions de l'UE, la France et l'Allemagne **se concentrent sur le financement de grands projets d'infrastructure**, en particulier pour l'eau et dans les zones (péri)urbaines. Cela signifie qu'il y a moins de financement pour les services EAH de base, le changement de comportement et le renforcement des systèmes, que l'assainissement est négligé et que les zones rurales sont laissées pour compte.

COMMENT EXPLIQUER CES TENDANCES INQUIÉTANTES ?

Bien qu'il s'agisse d'un droit humain et de l'un des besoins les plus fondamentaux, ni dans les institutions de l'UE, ni en France, ni en Allemagne, ni en Espagne, l'eau n'est un sujet porté de manière systématique et efficace par un décideur politique influent. C'est encore moins le cas lorsqu'il s'agit de l'assainissement et de l'hygiène, même si ces deux éléments sont pourtant essentiels à la réalisation d'autres ODD liés au développement humain.

En outre, on peut se demander si les approches intégrées ont réellement conduit à une augmentation des investissements dans le secteur EAH par le passé. Parler de l'importance de l'eau pour l'adaptation au climat, ou mentionner brièvement l'hygiène comme sous-objectif dans un programme de nutrition, est un premier pas. Mais si cela ne conduit pas à des investissements durables dans le secteur ou à un soutien structurel pour les pays partenaires, ce n'est pas suffisant. Et vu l'ampleur des crises auxquelles nous sommes confrontés, il ne faut pas relâcher les efforts.

De même, alors que le changement climatique figure en tête de l'agenda des quatre bailleurs de fonds, le financement de l'adaptation au climat n'est pas suffisamment octroyé à travers les programmes EAH. En 2018, l'eau et l'assainissement ne représentaient que 8,6% de l'APD de l'UE marquée comme apportant une contribution « principale » à l'adaptation, et 7% du financement marqué comme « significatif ». Il est prometteur de voir que l'eau est un domaine prioritaire du Green Deal européen, mais on ne sait pas encore dans quelle mesure ce vaste programme peut contribuer à garantir les investissements pour les services EAH de base, afin d'aider les populations à faire face aux impacts du changement climatique.

En outre, lorsque l'APD du secteur EAH est utilisée pour financer de grands projets d'infrastructure par le biais de prêts, elle ne va pas aux pays où les besoins sont les plus importants. Les pays à revenu élevé et intermédiaire qui peuvent se permettre d'emprunter sont prioritaires, au détriment des pays les moins développés, qui ont pourtant les plus grands besoins en matière d'EAH.

Un autre facteur qui peut expliquer le manque de soutien international stratégique et durable pour le secteur EAH est que, selon certains pays (comme la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suisse), le secteur de l'eau et de l'assainissement au niveau international est un espace largement non coordonné qui manque de dialogue politique, d'échange de bonnes pratiques et de partenariats mondiaux pour renforcer la coopération.

COMMENT LES DÉCIDEURS EUROPÉENS PEUVENT-ILS AMÉLIORER LEURS INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR EAH ?

- 1. Parler de l'importance vitale de l'EAH.** Il est important que les dirigeants politiques européens fassent de la sécurité de l'eau une priorité essentielle et urgente. Pour être sûrs d'avoir un impact sur le terrain, ils doivent réfléchir stratégiquement à la manière d'attirer l'attention sur l'EAH. Il peut s'agir de demander à leurs homologues du G20 d'investir dans le secteur EAH en tant qu'élément clé de la reprise socio-économique, ou de mettre la qualité de l'eau à l'ordre du jour des dialogues bilatéraux sur les droits humains avec les pays partenaires. L'engagement avec les organisations de la société civile permet de renforcer le leadership politique sur l'eau.
- 2. Investir dans les services EAH de base pour des programmes de développement humain efficaces.** L'assainissement et l'hygiène méritent beaucoup plus d'attention politique et de soutien financier. Pour tirer le meilleur parti des programmes de santé, d'éducation ou d'égalité des sexes – y compris les initiatives de Team Europe (PDF) – il est essentiel d'investir dans un accès durable et équitable aux services EAH là où les besoins sont les plus importants. Le développement humain nécessite des interventions intersectorielles bien conçues. Par exemple, les écoles jouent un rôle clé dans l'établissement de normes sociales et de comportements sains. Il est donc essentiel que le changement de comportement en matière d'hygiène soit intégré au système éducatif afin d'améliorer durablement les comportements à grande échelle.
- 3. Investir dans des services EAH résilients au climat.** Les bailleurs européens doivent tirer le meilleur parti de l'agenda climatique et s'assurer que les communautés les plus pauvres et les plus marginalisées disposent de capacités et de ressources suffisantes pour devenir résilientes aux défis et aux incertitudes liés au changement climatique. Il s'agit notamment de garantir une augmentation significative du financement de l'adaptation au climat en général, mais aussi une augmentation du financement des services EAH de base. Les bailleurs de fonds doivent donc donner la priorité au financement de l'adaptation par des subventions et améliorer l'accès au financement climatique pour les pays les plus vulnérables.
- 4. Veiller à ce que l'aide parvienne à ceux qui en ont le plus besoin.** Il est essentiel que l'UE et les principaux bailleurs internationaux, comme la France et l'Allemagne, ciblent leur APD EAH sur les pays aux revenus les plus faibles, par le biais de subventions plutôt que de prêts, et qu'ils coordonnent mieux leur soutien, par exemple en partageant les informations pour éviter les doublons et en cofinçant les projets.

La confluence des crises climatique et sanitaire n'est pas seulement l'occasion de « reconstruire mieux ». Les décideurs politiques et les bailleurs européens doivent apporter des changements significatifs dans la manière dont ils soutiennent et financent les services EAH dans les pays partenaires. S'adapter au changement climatique, se remettre des crises sanitaires et économiques actuelles et se préparer à la prochaine pandémie ne nous laisse pas d'autre choix que d'investir dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène de manière stratégique et à grande échelle.

Sandra Métayer est la coordinatrice de la [Coalition Eau](#) et Sophie Aujean est la représentante de WaterAid pour l'UE. Suivez [@CoalitionEau](#) et [@EuWateraid](#) sur Twitter.

- [Rapport en français - Etude de l'APD EAH de l'UE, de la France, de l'Allemagne et de l'Espagne](#)
- [Rapport en anglais - Etude de l'APD EAH de l'UE, de la France, de l'Allemagne et de l'Espagne](#)